



ANTI SYNDICAT

Parce que la CGT est une organisation des travailleurs et travailleuses, déterminée, porteuse de valeur d'égalité et de justice, parce qu'elle représente l'un des plus gros contre-pouvoirs par son nombre d'adhérent·es, son implantation et son opposition idéologique aux thèses d'extrême-droite, nous serons le syndicat le plus attaqué en cas de victoire du RN.

Le RN l'a montré en s'attaquant à nos mobilisations contre certaines réformes, ou en dénigrant nos modes d'action (la grève en particulier).

Mais c'est localement, dans les endroits où ils ont le pouvoir, que l'attitude du RN est encore plus claire : à Hénin-Beaumont par exemple où le syndicat CGT a d'abord subi des pressions puis ses membres ont été stigmatisés individuellement, et enfin le secrétaire général a été muté puis révoqué sans justification en 2017.

Nous avons toutes les raisons de nous opposer aux anti syndicalistes primaires.

LA CGT ET LES ÉLECTIONS

Émile Pouget, La CGT, en 1908 arguait :

"Il serait donc inexact de déduire de ce que le syndicalisme ne cherche pas à pénétrer dans les assemblées légiférantes, en y envoyant des mandataires, qu'il est indifférent à la forme du pouvoir : il le veut le moins oppressif, le moins lourd possible et il travaille en ce sens par une action sociale qui, pour se manifester du dehors, n'en est pas moins efficace".

En 2024, pour la CGT, cette pensée reste inchangée.

CGT INDÉPENDANTE MAIS PAS NEUTRE

Les salarié·e·s sont essentiellement démobilisé·e·s par les expériences passées. La CGT ne leur propose pas d'oublier cette réalité. Nous les appelons à voter pour des solutions qui correspondent à nos aspirations et à nos revendications, pour empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir tout en empêchant les macronistes de s'y maintenir.

La Cgt a des objectifs sociaux, des revendications dont nous voulons la satisfaction. Notre syndicalisme



est indépendant, exigeant et vigilant. Il s'agit de gagner l'amélioration de nos vies, de **sortir de la période réactionnaire que nous connaissons depuis 20 ans.**

C'est impossible avec l'extrême-droite qui en sera au contraire un accélérateur.

C'est impossible avec Macron et ses semblables qui sont à l'origine des dernières lois régressives.

Il faut donc confier le stylo qui écrit la loi à des élu·es qui nous écoutent, et ne pas hésiter à se faire entendre d'eux pour imposer le respect des promesses.

LAISSER LES CLEFS À L'EXTRÊME DROITE ?

Si l'extrême-droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, non seulement elle pourra écrire la loi, mais elle bénéficiera également des pouvoirs du Premier Ministre, du Gouvernement et du Président de l'Assemblée Nationale.

Or l'extrême-droite utilise toujours les pouvoirs qu'elle obtient pour tordre les règles et confisquer la démocratie. La mise sous contrôle des médias en Hongrie, le recours à la force par Bolsonaro au Brésil, les procédures juridiques extraordinaires (méga décret) pour prendre de cours l'opposition par Milei en Argentine...

Quelques exemples des pouvoirs qu'obtiendrait l'extrême-droite :

- Proposition de nomination des Préfets de police ;
- Proposition de nomination des procureurs de la République ;
- Nomination de 2 membres du Conseil de la Magistrature ;
- Désignation de 3 membres de l'ARCOM (contrôle des médias et d'internet) ;
- Découpage électoral des circonscriptions législatives ;
- Décision ultime sur les licenciements de salarié·es protégé·es...

Il faut empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir

SUSPENSION DU DIALOGUE SOCIAL

Dans cette période exceptionnelle, nos organisations syndicales au niveau national ont demandé le report à l'après période électorale, des réunions institutionnelles. Dans la perspective quasi certaine d'un changement de gouvernement, il ne paraît pas sérieux de poursuivre le traitement de sujets qui vont peut-être disparaître dans un mois.

Au niveau local, le même raisonnement nous conduit à faire la même proposition, en toute cohérence.